



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



Año 6/ n° 270

Du ~~7~~ au 14 mai 1988

17 au 23 mai 1988

POLITIQUE

Le gouvernement annule l'entrevue CNR-URNG
L'URNG rappelle sa volonté de continuer le dialogue
Cerezo rencontre le haut commandement militaire
Cerezo accuse les minorités de droite
Une chaîne de télévision interdite
Gramajo accuse les officiers de l'armée
Attentat contre une agence de presse
L'armée s'oppose aux accords d'Esquipulas

ECONOMIE

Négociations entre le Guatemala et Belize

INSURRECTION

53 pertes pour l'armée en mai

MOUVEMENT POPULAIRE

La UASP lance un ultimatum au gouvernement

DROITS DE L'HOMME

La CDHG dénonce des abus dans le Huehuetenango
Les populations déplacées augmentent
Des séquestrés retrouvés morts
L'AEU condamne un attentat contre un étudiant
Le GAM sollicite l'intervention des pompiers

4° P. 12315

P O L I T I Q U E

LE GOUVERNEMENT ANNULE L'ENTREVUE CNR-URNG

Le ministre des Relations extérieures, Alfonso Cabrera Hidalgo, a annoncé le 19 mai l'annulation des entrevues projetées entre la Commission nationale de réconciliation (CNR) et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). La rencontre devait avoir lieu à San José de Costa Rica les 21 et 22 mai. Pour la CNR, la suspension du dialogue avec l'URNG est due à la "situation politique délicate que connaît le pays à la suite de la tentative de coup d'Etat du 11 mai".

L'URNG RAPPELLE SA VOLONTE DE CONTINUER LE DIALOGUE

Le 22 mai, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque a lancé un appel pressant à la Commission nationale de réconciliation afin que cette dernière persiste dans ses efforts pour nouer le dialogue et étudie la possibilité d'une réunion préparatoire dans de brefs délais à une nouvelle rencontre. Hector Nuila, dirigeant de l'URNG s'est montré surpris par le fait que la décision d'annuler cette rencontre ait été communiquée par le ministre des Relations extérieures du Guatemala à son homologue du Costa Rica et non à la CNR. L'URNG estime que le ministre Cabrera cherche à s'attirer les bonnes grâces de l'armée et à se positionner comme présidentiable. L'URNG communiquera prochainement une proposition dirigée vers la CNR et destinée à poser les bases d'une solution politique à la guerre interne qui sévit.

CEREZO RENCONTRE LE HAUT COMMANDEMENT MILITAIRE

Le président Cerezo a rencontré le 16 mai la junte des commandants de l'armée afin d'analyser la situation créée à la suite du coup d'Etat du 11 mai. De source extra-officielle, on a appris que le haut commandement avait exprimé son désaccord avec les intentions de la démocratie chrétienne quant à l'éventualité d'une pré-candidature à la présidence de l'actuel ministre des Relations extérieures et secrétaire général de ce parti, Alfonso Cabrera. Les commandants ont demandé au gouvernement l'augmentation de 30% des soldes des officiers subalternes, un appui logistique et humain plus important aux patrouilles d'auto-défense civile et une subvention de 8 millions de dollars pour l'achat d'armement moderne.

Il semble que l'armée ait également exigé que la compagnie d'aviation cubaine n'ait pas le droit d'établir de vols réguliers entre La Havane et le Guatemala.

CEREZO ACCUSE LES MINORITES DE DROITE

Selon le président Vinicio Cerezo, "des politiciens finis, des entrepreneurs corrompus et des militaires indisciplinés " sont à l'origine de la tentative de coup d'Etat du 11 mai.

Au cours d'une allocution radio-télévisée, Cerezo a rejeté les accusations selon lesquelles son gouvernement dérivait vers le "communisme" ; il a dénoncé la campagne menée dans les villes par la droite guatémaltèque sur les thèmes de la réforme agraire, de la nationalisation des banques et de la destruction de l'armée qui seraient, selon la droite, planifiées par le gouvernement.

UNE CHAINE DE TELEVISION INTERDITE

Le 19 mai, la direction de radiodiffusion et de télévision nationale a ordonné la suspension des émissions de la chaîne de télévision "Canal 3", la plus ancienne du pays ; la raison en est "la diffusion de messages incitant à la guerre, ce qui porte atteinte à la sécurité nationale et constitue une violation des droits de l'homme."

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé la diffusion à tous les tribunaux de justice du pays les noms de civils impliqués dans la tentative de coup d'Etat ; il s'agit du journaliste Mario David Garcia, directeur des informations télévisées "Aqui el Mundo", diffusées sur "Canal 3" ; de l'entrepreneur Gustavo Anzueto Vielman, ex-candidat à la présidence ; de Mario Castejon et Danilo Roca, dirigeants politiques d'extrême-droite ; de l'entrepreneur Nicolas Buonafina.

Outre ces personnalités, six officiers sont accusés de rébellion : trois colonels un lieutenant-colonel et un major ; ils sont détenus dans les prisons de la capitale.

Le 17 mai, le général Benedicto Lucas Garcia, ex-chef d'état major de l'armée (78-82) a déclaré qu'un coup d'Etat était à nouveau possible au Guatemala si les dix officiers impliqués étaient sanctionnés par le président Cerezo.

GRAMAJO ACCUSE LES OFFICIERS DE L'ARMEE

Le ministre de la Défense, le général Hector Gramajo, a déclaré le 22 mai à Washington que certains officiers de l'armée avaient été "achetés ou convaincus" par un secteur minoritaire des milieux économiques et par la ligne la plus dure des agro-exportateurs de tenter le coup d'Etat du 11 mai.

Gramajo participait le 16 mai à un séminaire organisé par l'Université Américaine réunissant des chefs militaires latino et nord américains. Au cours de son séjour, il a reconnu que le Guatemala est un pays "polarisé" et lancé un appel au gouvernement du président Reagan afin qu'il appuie les militaires guatémaltèques et augmente l'aide militaire.

ATTENTAT CONTRE UNE AGENCE DE PRESSE

Le groupe paramilitaire Armée secrète anti-communiste (ESA) a revendiqué l'attentat à la grenade commis le 17 mai contre l'agence soviétique de presse TASS ; on estime à dix mille dollars les dégâts matériels.

Selon Alejandro Touchine de l'agence TASS, l'ESA proférait des menaces depuis le 14 avril ; le correspondant de l'agence de presse cubaine Prensa latina, Manuel Guerrero, a également reçu des menaces.

Le communiqué de presse de l'ESA formule également des menaces à l'égard de l'ambassadeur du Nicaragua au Guatemala, Ricardo Zambrano.

L'ARMEE S'OPPOSE AUX ACCORDS D'ESQUIPULAS

Le retour au Guatemala des quatre dirigeants de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) a rendu évidentes les contradictions internes des militaires guatémaltèques ; parmi eux, des forces s'opposent ouvertement à la démocratisation impulsée par les accords d'Esquipulas II, a déclaré le 19 mai à Strasbourg (France) le député allemand social-démocrate Rolf Linkhor (RFA).

Selon Linkhor, qui est aussi membre du groupe de travail sur l'Amérique centrale du Parlement européen, le président Cerezo "a besoin de l'appui de la gauche de la démocratie-chrétienne et ne l'obtiendra que si son gouvernement donne de meilleures garanties démocratiques et se préoccupe du respect des droits de l'homme. Linkhor faisait partie de la délégation du Parlement européen qui a visité le Guatemala du 17 au 21 avril.

E C O N O M I E

NEGOCIATIONS ENTRE LE GUATEMALA ET BELIZE

Le vice-président du Guatemala, Roberto Carpio, et le ministre des affaires étrangères de Belize, Dean Barrow, ont conclu le 19 mai un accord portant sur la création d'une commission permanente incluant le Royaume Uni pour préparer un traité. Ce traité bilatéral aura pour objet de s'accorder avec Belize sur la pénétration par le Guatemala du marché de la mer des Caraïbes et de ses débouchés sur l'océan atlantique.

Barrow a fait remarquer la commission n'examinerait pas les réclamations territoriales du Guatemala sur Belize ; "la souveraineté de Belize est un fait".

I N S U R R E C T I O N

53 PERTES POUR L'ARMEE EN MAI

Le 20 mai, la station de radio Voz popular a annoncé que l'armée avait souffert 53 pertes au cours des 15 premiers jours de ce mois. Les actions de l'UNRG -attaques, embuscades, occupations de villages et de route- ont été menées sur les différents fronts.

La station de l'UNRG -Voz popular- qui a célébré le 22 mai son premier anniversaire, a fait connaître son intention d'augmenter sa puissance d'émission et adressé "un salut fraternel et révolutionnaire à "Radio venceremos" et "Farabundo Marti", stations du FMLN au Salvador.

M O U V E M E N T P O P U L A I R E

LA UASP LANCE UN ULTIMATUM AU GOUVERNEMENT

L'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a donné le 17 mai deux semaines au gouvernement Cerezo pour la réalisation des accords signés entre les deux parties le 8 mars.

Une des clauses non respectées de l'accord portait sur l'augmentation de 50 Q. par mois de tous les employés du secteur public.

D R O I T S D E L ' H O M M E

LA CDHG DENONCE DES ABUS DANS LE HUEHUETENANGO

La Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) a dénoncé les pressions exercées le 19 mai par l'armée sur la population de Aguacatan, Huehuetenango, pour qu'elle s'intègre aux patrouilles d'auto-défense civiles. Selon la CDHG, l'armée a affirmé qu'elle "ne permettrait pas que des refus de ce genre constituent un précédent".

Il a été interdit à deux dirigeants syndicaux libérés récemment de retourner dans le village. Ils avaient été retenus durant 5 jours dans la prison militaire. La CDHG a également dénoncé les menaces de mort dont sont victimes Carlos Molina et Rolando Gomez, président et membre du Front des travailleurs du Peten ; ces menaces leur sont adressées par les services secrets de l'armée (G-2).

LES POPULATIONS DEPLACEES AUGMENTENT

Selon le Centre de recherche et de promotion des droits de l'homme (CIEPRODH), 1 800 paysans du Triangle Ixil, dans le département du Quiché (nord-ouest), ont été déplacés en raison de la violence lors des trois premiers mois de l'année.

L'archevêque du Quiché, Julio Cabrera, a dénoncé ce transfert des paysans des municipalités de Santa Maria Nebaj, Chajul et San Juan Cotzal ; ils "ont été obligés d'abandonner leurs terres et leurs maisons pour aller vivre dans d'autres villages dans des conditions inhumaines".

DES SEQUESTRES RETROUVES MORTS

La presse informe de la découverte des corps de trois hommes dans un terrain vague de la municipalité de Mixco, département de Guatemala, le 22 mai. Ils étaient portés disparus.

L'AEU CONDAMNE UN ATTENTAT CONTRE UN ETUDIANT

L'association des étudiants universitaires a condamné l'attentat dont a été victime le 20 mai l'un de ses adhérents, lors de la célébration du 68^e anniversaire de l'association.

Peu avant l'explosion qui a détruit le véhicule de l'étudiant, une auto "suspecte" avec des gens armés à bord a été aperçue par des témoins.

L'AEU a signalé que plusieurs de ses dirigeants étaient suivis par une automobile aux vitres fumées de marque Toyota. Elle exige que le gouvernement mène une enquête sur ces faits qui portent atteinte à la sécurité des Guatémaltèques.

LE GAM SOLLICITE L'INTERVENTION DES POMPIERS

Le 18 mai, le Groupe d'appui mutuel a demandé au Tribunal des droits de l'homme de requérir l'intervention des pompiers municipaux pour chercher les restes humains enfouis dans les cimetières clandestins.

Le procureur Gonzalo Menendez de la Riva a déclaré être intervenu dans ce sens et attendre la réponse des pompiers.

Le GAM estime que l'aide des pompiers est nécessaire pour ce type d'actions qui consiste par exemple à descendre dans des fosses pour repérer les restes des cadavres.